

2 Politique

Tournée inter provinciale de Pierre-Claver Maganga Moussavou/Étape d'Oyem

Le vice-président délivre un message de paix et de réconciliation



Photo : DR

Les populations sont venues saluer le VPR Maganga Moussavou à son arrivée à Oyem.



Photo : DR

Le vice-président de la République (micro) a prôné la paix et la réconciliation.

J-C.A

Libreville/Gabon

Histoire de tourner la page plutôt sombre de la Présidentielle d'août 2016.

PIERRE-CLAVÉ Maganga Moussavou, a été accueilli, jeudi dernier, à l'aéroport Ewormekok d'Oyem (Woleu-Ntem) par une foule enthousiaste. Ce, dans le cadre de la tournée républicaine qu'il entreprend depuis lundi et dont Oyem constituait la quatrième étape.

Passée la phase protocolaire, le vice-président de la République s'est rendu à l'Hôtel de Ville, afin de délivrer le message pour lequel il a été missionné par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Mais auparavant, l'édile de la commune d'Oyem, Vincent Essono Mengue, a déclaré que les problèmes de la ville d'Oyem sont similaires à ceux d'autres chefs-lieux de province. Et qu'en sa qualité d'ancien maire de Mouila, Pierre-Claver Ma-

ganga Moussavou en est parfaitement imprégné.

A travers le message du VPR, les populations ont appris qu'il a été mandaté par le président de la République pour expliquer aux populations les décisions prises à l'issue du Dialogue d'Angondjé, lequel restera, d'après lui, "un des faits majeurs ayant permis au Gabon d'éviter le basculement dans le chaos". En effet, les violences post-électorales ont montré la nécessité pour les acteurs politiques de se parler. Et pour Maganga Moussavou, dialoguer avec l'adversaire n'est nullement un signe de faiblesse, mais bien une volonté de faire avancer les choses, afin d'éviter les errements du passé. A ce titre, les Actes du Dialogue d'Angondjé, estime-t-il, ont permis au consensus républicain de regagner en vigueur, si bien que les conclusions de ce conclave sont devenues une sorte de bréviaire qui permettra de moderniser les institutions républicaines et d'aboutir à des élections libres et apaisées.

Le VPR a ensuite listé les



Photo : DR

Une vue de l'assistance lors de la rencontre à l'Hôtel de Ville.

principaux amendements apportés dans l'ancienne armature institutionnelle. Entre autres, le retour du vote à deux tours pour les élections présidentielles et législatives; la réforme de la Cénap qui s'est muée en Centre gabonais des élections (CGE); la réforme de la Cour constitutionnelle; etc. Sur un tout autre plan, il a souligné que toujours dans l'objectif de ramener la sérénité dans le pays, le chef de l'Etat a récemment

pris d'autres mesures fortes. C'est le cas de la gratuité de l'accouchement pour les Gabonaises et l'octroi d'un milliard de francs CFA aux collectivités locales pour leur permettre de se développer... "Les autorités, précisera l'hôte des Oyemois, seront regardantes sur la gestion de cette cagnotte. Les ministres ne devront pas être impliqués dans son utilisation". Au cours du débat sans tabou qui s'en est suivi, on

notera que le maire de Bitam s'est plaint de la fermeture du nouvel hôpital de sa commune qui avait été construit dans la perspective de la Can 2017, alors que le matériel qui l'équipe est encore neuf. A ce sujet, le VPR a promis d'effectuer un tour sur les lieux, afin de constater de visu l'effectivité des affirmations de l'édile. Ce qui a été fait une vingtaine de minutes après la rencontre. Le maire de Medouneu a de

son côté dénoncé l'état de dégradation avancé de la route qui relie sa commune à Kougouleu dans l'Estuaire, et à la ville de Sam dans le département de l'Okano. A ce sujet, Pierre-Claver Maganga Moussavou a promis d'en faire état au président de la République, afin que des financements soient trouvés. Puis, le chef du canton Ellem a, au nom des membres de sa corporation, dénoncé la modicité des indemnités de fonction qui leur sont versées et l'irrégularité de leur versement. Pragmatique, Pierre-Claver Maganga Moussavou leur a demandé de "chercher les voies et moyens de rehausser leur fonction, en initiant des projets environnementaux ou d'entretien des tronçons routiers par exemple".

Enfin, un exploitant forestier a demandé l'institution d'un permis d'exploitation spécial destinés au nationaux qui veulent se lancer dans cette activité. En réponse, le VPR a souhaité que cette requête soit formulée par écrit, et déposée à son cabinet.

Cééac/Fin de la 19e réunion de la CDS

Il faut réagir au nom de la solidarité



Photo : Franck Marrial Mombou

Le ministre de la Défense nationale, Etienne Massard Kabinda Makaga (micro) présidant la clôture des travaux.



Photo : Franck Marrial Mombou

Vue de la salle ayant abrité les travaux.

F. M. M.

Libreville/Gabon

AU terme de deux jours de travaux, les participants à la 19e réunion de la Commission de défense et de sécurité (CDS) de la Communauté

économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), ont recommandé la solidarité et l'assistance mutuelle comme principes pour assurer la survie de la sous-région. Ceci, au regard de l'inaction du Conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX) sur plusieurs dossiers relatifs à la crise

que connaissent les pays membres de la CEEAC. Ainsi, pour le ministre des Affaires présidentielles et de la Défense nationale, Etienne Massard Kabinda Makaga, qui a présidé la clôture des travaux, "le danger n'est jamais trop loin de son propre pays". D'où, l'obligation pour chaque membre de la

Cééac de réagir au nom de la solidarité. Ce d'autant que, a-t-il déclaré, "la géographie nous impose un destin commun". Non sans inviter les membres de la CDS à rester concentrés sur leurs problèmes. Il faut souligner que les recommandations issues de ces assises seront immédiatement soumises

au Conseil des ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Lequel s'ouvre ce matin dans la capitale gabonaise. Histoire de procéder, si possible, à des amendements avant leur adoption lors du prochain sommet des chefs d'Etat de la sous-région.